



POLITIQUE ANTISOCIALE ET REPRESSIVE : LE CORONAVIRUS A BON DOS !

Ne nous laissons pas faire !

Depuis mars, le gouvernement et le patronat n'ont pas cessé leurs attaques contre les travailleurs et les services publics. Pire, ils se servent de la peur pour accélérer leur politique antisociale et répressive. Au nom de l'urgence sanitaire, les salariés sont sommés d'accepter une dégradation de leurs conditions de travail et de vie. Ne soyons pas dupes : la crise actuelle est bien celle du capitalisme ! Refusons de payer leur crise capitaliste ! Pour cela, il est urgent, dans nos entreprises et nos quartiers, de s'organiser collectivement pour résister à ce que nous prépare Macron et son gouvernement.

CHÔMAGE DE MASSE, PLANS DE LICENCIEMENTS, BAISSSE DES SALAIRES AVEC LE CHOMAGE PARTIEL, AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL, PRECARITE : VOILA LA REALITE POUR LES TRAVAILLEURS !

Le virus sert de prétexte à une vaste restructuration du capitalisme. Et ce sont les travailleurs qui trinquent. La France va compter 1 million de chômeurs supplémentaires d'ici la fin de l'année. La pression du patronat, pour attaquer les droits sociaux, les salaires, augmenter le temps de travail et détériorer les conditions de travail, notamment par le chantage à l'emploi, s'accroît.

Ainsi, le groupe Mulliez a décidé de vendre son entreprise Alinéa (1900 salariés dans l'ameublement) à... lui-même ! L'objectif ? Profiter d'une disposition législative lui permettant d'effacer ses dettes, licencier des centaines de salariés et de remettre en cause les accords signés avec les organisations syndicales (voir notre encadré).

Aussi, alors que la grande distribution a fait d'énormes bénéfices durant le confinement, les prix des produits augmentent, quotidiennement. Utilisant aussi, la généralisation des caisses automatiques comme à Géant Casino SMH. Couplé au chômage et à des baisses de salaires, SANS LUTTES ce sera la précarité généralisée.

ALINEA : Aides publiques - primes pour licencier !

Plus de 1.000 salariés ont appris fin août leurs licenciements. Sur les 26 magasins Alinéa, 17 sont concernés. La famille Mulliez en est propriétaire. Les Mulliez comme tous les patrons ont tout compris : ils encaissent toutes les aides publiques (CICE ainsi que toutes les aides liées à la décision politique de confiner, suspensions d'impôts, de cotisations sociales, de loyers et la manne du chômage partiel) puis ils licencient. Alexis Mulliez rachète, en toute légalité, sa propre entreprise liquidée, puis purgée de ses dettes, pour augmenter la plus-value en exploitant encore plus ses salariés.

Le Groupe MULLIEZ, propriétaire de l'enseigne, est responsable de ses choix. En 2019, Alinéa déclare 257 millions d'euros de chiffre d'affaires pour 62 millions d'euros de pertes ! Créer des déficits est un jeu d'enfant pour ces groupes. Chez MULLIEZ, on jongle avec les sociétés, on pressurise les emplois et...on magouille les reprises pour plus d'enrichissement ! Ce qui est vrai pour la 6^e fortune de France (estimée à 26 Milliards d'euros), les Mulliez à la tête d'AUCHAN, LEROY MERLIN, KIABI, DECATHLON, CULTURA, HAPPY CHIC, PIMKIE est aussi VRAI POUR TOUT LE PATRONAT.

Ainsi, l'enseigne AUCHAN a bénéficié de 500 millions d'euros du CICE, a versé à tous ses actionnaires 313 millions d'euros en 2018, et pour se faire, cette famille « formidable » a licencié des centaines de salariés à AUCHAN RETAIL, HAPPY CHIC, PIMKIE, etc. C'est maintenant au tour de l'enseigne ALINEA (26 magasins et 1.974 salariés).

La famille MULLIEZ, comme les patrons de l'industrie et du commerce, s'accapare la richesse produite par ses salariés en les maintenant dans un état de misère. **Les salariés des Mulliez comme des « autres », hors du combat de classe, sont réduits à être les faiseurs de la richesse volée par les patrons.**

ATTAQUE EN REGLE DE TOUS LES SERVICES PUBLICS ET DE LA SECURITE SOCIALE !

Le gouvernement accélère la casse de l'éducation, de l'hôpital public, des statuts pour mieux privatiser. La privatisation d'EDF est plus que jamais d'actualité, avec à la clé, une nouvelle augmentation des tarifs. (Pétition à signer sur notre site).

Aussi, pour justifier de nouvelles attaques contre notre protection sociale, le gouvernement a endetté lourdement les caisses de la Sécurité Sociale pour financer les mesures comme le chômage partiel mais continue les cadeaux en aides publiques et en exonérations de cotisations sociales au patronat.

**Dimanche 11 octobre
à partir de 11h
à l' Espace Fernand Texier
163 avenue Ambroise Croizat
à St-Martin-d'Hères**

**Vente à emporter de la Paëlla
« maison » de Maria-Louisa
cuite sur place.**

MACRON ET SON LABORATOIRE DE CONTROLE PAR LA PEUR !
UNE ATTAQUE CONTRE TOUTES NOS LIBERTES FONDAMENTALES ET NOS DROITS !
REFUSONS DE PAYER LEUR CRISE CAPITALISTE PAR LA PRIVATION DE NOS LIBERTES !

Pour nous, pas question de nier l'existence d'une maladie que la médecine doit combattre avec intelligence. Toutefois, nous refusons de laisser croire que les gouvernements capitalistes de 90% des états du monde aient décidé de mettre partiellement le monde économique sur « pause » pendant 2,5 mois pour sauver des vies. Alors qu'au quotidien, c'est la guerre et la famine dans le monde avec son cortège de morts. Que dans le même temps, les tensions inter impérialistes préparent la guerre par le surarmement en augmentant de 15% leurs budgets militaires. **Les périls immédiats pour les travailleurs sont la guerre (la bombe atomique) et une exploitation qui augmente de façon exponentielle en cette année 2020. Pour nous, la décision du confinement est uniquement politique.**

Alors pourquoi cette décision politique de confiner la population ?

Après les germes de la peur de masse semés depuis des décennies en instrumentalisant le terrorisme (le 11 sept 2001), H1N1, les attentats sous Hollande, le covid etc, les gouvernements successifs de droite et de gauche votent des lois d'exception et liberticides. Aujourd'hui, grâce à la peur distillée non-stop par une propagande gouvernementale et transnationale, **ces lois attaquent nos libertés fondamentales : celle de circuler, de manifester, de se réunir, jusqu'à respirer sans masque et demain les repas de famille, se marier, enterrer nos proches.**

Macron et compagnie, au service du patronat, tente de contrôler une nouvelle crise capitaliste. Celle de 2008 n'a pas purgé assez le système malgré les milliards d'argent public déversés pour renflouer les banques. Le « plan de relance » de 100 milliards d'euros, présenté par Macron et son gouvernement à grands renforts médiatiques, ne répondra pas aux besoins des travailleurs mais inondera les entreprises d'argent public (nos impôts, notre TVA) : du VOL ! **Aujourd'hui nous alertons. Sans rapport de force des travailleurs organisés, nos libertés fondamentales et nos derniers acquis sont en dangers.**

Seule la lutte sauvera nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail.

L'instrumentalisation de la peur du virus a permis d'avancer négativement sur des organisations du travail qui, jusque-là, étaient refusées par les salariés et leurs organisations syndicales : l'accueil du public sur rendez-vous dans les services publics ; la fin du cadrage national du BAC ; le fractionnement de l'organisation du travail, favorisant la surexploitation (distanciation), compliquant les échanges entre salariés et l'organisation des luttes ; le développement et l'intensification du télétravail dont on peut craindre la généralisation. Ce télétravail qui va laisser seul l'exploité chez lui sans collectif pour résister à la déréglementation qui en découlera : travail à la tâche, fin de la mensualisation, tous les frais à sa charge, travail du dimanche et de nuit non rémunérés pour faire face aux exigences du patron.

**Ensemble, disons Stop et construisons les luttes sur nos revendications.
Prenons l'argent là où il est, pour répondre aux besoins des travailleurs !**

**FACE A L'OFFENSIVE DE MACRON AU SERVICE DU CAPITAL, LA RUPTURE POLITIQUE
NE PASSERA QUE PAR LES LUTTES SUR LES REVENDICATIONS IMMEDIATES :**

L'annulation des loyers et factures énergétiques pour les travailleurs afin de compenser les pertes de salaires résultant du chômage partiel, des licenciements ou des contrats rompus depuis le début de l'année. +++ **Une augmentation générale des salaires** : le SMIC à 1700 euros net +++ **Le retrait du projet de retraite** par points. **Pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités.** +++ **Un plan d'urgence** immédiat de 4 milliards d'euros pour l'hôpital public +++ **La collectivisation SANS CONTREPARTIE de tous les secteurs de santé** (y compris les EHPAD). +++ **La défense des services publics** et reconquête des monopoles publics SNCF-RATP-EDF. +++ **Le refus de l'application en France** de la marchandisation des services publics et des directives de l'UE . Etc.

L'alternative politique n'est pas la reconstitution d'une illusion sociale-démocrate et une union de la gauche de collaboration. Sans un combat impitoyable contre les prédateurs capitalistes, toutes les luttes – aussi nobles soient-elles – viendront s'écraser contre le mur du profit.

FAITES LE CHOIX DE LA LUTTE, REJOIGNEZ LE PCF !

Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec le système capitaliste, rejoignez les communistes de la section de SMH et adhérez au PCF

Nom et Prénom

Adresse

Messagerieà retourner à l'adresse ci-dessous

Téléphone.....

Le 15/09/2020

**Section locale du PCF, 6 rue Gérard Philipe, 38400 St-Martin-d'Hères Cedex,
Tél. 04 76 01 81 38 mël : pcf.smh@wanadoo.fr site internet : pcf-smh.fr**